

Conseil européen sous haute tension lundi à Bruxelles

© 13/03/2016 |  Terre-net Média

Le rendez-vous est attendu avec anxiété dans les fermes : les ministres européens de l'agriculture se retrouvent lundi à Bruxelles pour tenter de décider de mesures face à la crise des grandes filières d'élevage.



(©UE)

Le constat d'une **surproduction** aux causes multiples qui fait s'effondrer les prix, est désormais largement partagé au sein de l'Union, mais ne fait pas encore l'unanimité, ce qui promet d'ardents débats autour du commissaire européen à l'agriculture, Phil Hogan. Réticent jusqu'à l'automne à admettre la réalité des secousses sur **le marché du porc et du lait**, dont son pays l'Irlande est grande productrice, Phil Hogan reconnaît désormais que la crise est « sérieuse » et « pas près de nous quitter », a-t-il convenu le 7 mars devant le Parlement européen. A l'issue du conseil du 14 février, il avait demandé à chaque Etat membre de lui soumettre des propositions.

La France, première puissance agricole européenne, dont les éleveurs manifestent leur détresse depuis l'été, s'est démenée pour rallier une majorité de pays avant ce rendez-vous crucial : le ministre Stéphane Le Foll a démarché ses pairs pour leur présenter le mémorandum rédigé pour le 14 février. Vendredi, **il estimait avoir convaincu une majorité de ses homologues d'Europe du sud et centrale**, et s'est félicité d'une position commune avec l'Allemagne, en réponse aux crises du lait et du porc, les deux plus urgentes. L'idée est de prendre des mesures pour « stabiliser puis réduire » la production de lait, dont les niveaux exceptionnels, en Europe depuis la fin des quotas en avril 2015, et à l'échelle mondiale alors que la demande chinoise ralentit, contribuent à **l'effondrement des prix**. La France souhaite un relèvement des niveaux de stockage pour la poudre de lait, de 109.000 à 160.000 tonnes pour les 28 Etats membres, et une dérogation temporaire, autorisant les Etats à limiter volontairement la production. Elle s'appuie sur ce point sur l'article 222 du règlement sur l'organisation commune de marché, qui n'a encore jamais été utilisé.

Le montant de la casse

« L'Espagne, l'Italie et la Slovaquie y sont aussi favorables », assure Stéphane Le Foll. Son homologue slovène essaye de persuader le Groupe de Visegrad (Tchéquie, Slovaquie, Hongrie) plus l'Autriche, selon Stéphane Le Foll, qui doit les voir pour un petit-déjeuner avant le Conseil.

Sur le porc, les mesures consisteraient en un renforcement de **l'aide au stockage privé** et à un **relèvement du plafond des aides ministérielles**, de 15.000 à 30.000 euros sur trois ans.

Autre objectif, **la levée de l'embargo sanitaire russe**, qui relève de négociations politiques « au plus haut niveau », a rappelé le ministre. La France devrait rencontrer l'opposition de l'Irlande, de la Suède et du Danemark - qui ont beaucoup augmenté leur production laitière - et du Royaume-Uni, tous hostiles aux mesures d'intervention. « Ces pays ne partagent pas le constat d'une surproduction : ils estiment que subsisteront ceux qui peuvent assumer des prix extrêmement bas », a expliqué Stéphane Le Foll. « La question est de savoir quel sera le montant de la casse ». Car la plupart d'entre eux ont nettement relevé leur niveau de stockage du lait pour aider les producteurs : si la France est passée de 3.000 tonnes en 2015 à 6.000 t sur les trois premiers mois de 2016, l'Allemagne est à 5.300 t contre 1.300 t l'an passé, et l'Irlande atteint déjà 3.000 tonnes en trois mois, contre 1.000 t sur l'année dernière tout entière : « S'il n'y a pas surproduction, va falloir qu'on m'explique », s'insurge Stéphane Le Foll. « En trois mois, on a atteint la moitié (54.600 t) des 109.000 t autorisées ! »

Dans une note résumant sa position, la présidence néerlandaise propose le relèvement temporaire du plafond des aides nationales et un soutien ponctuel aux Etats en difficulté. Elle insiste sur le développement de nouveaux marchés et envisage « un crédit à l'export au niveau européen » et des mesures susceptibles d'améliorer la compétitivité européenne, comme « l'amélioration de l'étiquetage sur l'origine » des produits - cher à la France. Surtout elle souligne que « toutes les mesures agréées devront être mises en œuvre dès que possible ».

Dans l'entourage de Phil Hogan, on rappelle que 500 millions ont déjà été débloqués en urgence en septembre - dont 63 M pour la France -, alors que « l'agriculture, c'est déjà 38 % du budget européen ». Et qu'il n'y a plus d'argent frais à distribuer.